

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2012 - 21 septembre 1995 - 3 F

D 2012 **BRÉSIL** : L'ÉTAT RECONNU RESPONSABLE DANS L'AFFAIRE DES "DISPARUS"

A la différence de pays comme l'Argentine et le Chili qui ont reconnu depuis un certain temps la responsabilité de l'État dans les cas des détenus-disparus, le gouvernement du Brésil a attendu le 28 août 1995 pour présenter un projet de loi en ce sens : à savoir la présomption légale de décès des disparus politiques et l'indemnisation compensatoire des familles. A la différence aussi de nombreux autres pays latino-américains où les disparus sont légion, le Brésil compte un nombre limité de disparus politiques (cf. DIAL D 215, 287 et 435). Jusqu'en 1994, la liste comportait 144 noms; elle est aujourd'hui de 152, dont 58 ont été tués dans la guérilla de l'Araguaia du Parti communiste du Brésil entre 1972 et 1974. Mais seuls 136 cas ont été retenus par la loi.

Cette décision du gouvernement du président Cardoso coïncide avec le dixième anniversaire de la sortie du livre "Brasil Nunca Mais", en 1985, sur la répression sous le régime militaire de 1964 à 1985. Ce texte est extrait de l'hebdomadaire **O São Paulo** du 19 juillet 1995.

Note DIAL

LES DIX ANS DU LIVRE "BRÉSIL, PLUS JAMAIS ÇA"

par Samarone Lima

Le 15 juillet 1985, les librairies de tout le pays recevaient un livre qui récapitulait la souffrance et l'humiliation des tortures, des tués et des disparus sous le régime militaire. C'était **Brésil, plus jamais ça**, un audacieux projet mené sous la direction de Mgr Paulo Evaristo Arns, cardinal de São Paulo, et du Révérend Jaime Wright, de l'Église presbytérienne unie du Brésil.

Dix ans après son lancement discret, **Brésil, plus jamais ça** en est à sa vingt-septième édition, avec plus de trois cent mille exemplaires vendus. Pendant cinq ans, une équipe qui a été constituée un moment de trente-cinq personnes a réalisé une tâche audacieuse : extraire des entrailles du régime militaire les descriptions de la mort et de la torture des prisonniers politiques. Plus d'un million de pages des procès du Tribunal militaire supérieur ont ainsi été photocopiées.

"En raison de l'esprit technocratique des généraux brésiliens, nous avons eu accès à un fonds d'archives d'un extrême importance qui n'avait pas été détruit", fait remarquer le Révérend Jaime Wright. Il précise qu'en Argentine et en Uruguay, les dictatures ont pris soin de brûler toute documentation¹ avant le retour de la démocratie. *"Le régime militaire brésilien, ajoute-t-il, n'a jamais imaginé qu'il y aurait un groupe capable de cette folie consistant à copier toute cette matière."*

¹ D'après les on-dit. La preuve n'en a jamais été faite (NdT).

Des moments dramatiques

A partir du moment où commençait l'entreprise, en 1979, l'équipe responsable du projet a passé par des moments dramatiques. Tout devait être fait dans le plus grand secret pour réussir. *“Un jour, à Brasília, raconte Jaime Wright, deux avocats se déplaçaient dans une Volkswagen pleine de copies quand une roue creva. Deux policiers se présentèrent pour donner un coup de main, mais le cric se trouvait par dessous les papiers. Les avocats ont dû attendre que les policiers s'en aillent pour pouvoir changer la roue.”* Il considère que c'est “un miracle” qu'il ne soit rien arrivé pendant les cinq années de ce travail secret.

Toute cette quantité de photocopies a été transportée à São Paulo de bien des manières : autocars, avions, voitures particulières. Elle est maintenant à la disposition des chercheurs aux Archives Edgar Lenenroth, de l'Université d'État de Campinas.

Aujourd'hui, le livre *Brésil, plus jamais ça* est à la fois une base de recherche et l'outil principal des groupes de droits de l'homme qui suivent les nominations d'anciens tortionnaires à des fonctions publiques. Le livre dresse la liste des quatre cent quarante-quatre tortionnaires dénoncés à la justice militaire.

Récemment l'attaché militaire de l'ambassade du Brésil à Londres, le colonel Armando Avólio Filho, a été dénoncé comme ancien tortionnaire par le président Fernando Henrique Cardoso. Les informations ont été tirées de *Brésil, plus jamais ça*.

Un souci d'historien

Le cardinal Arns évoque une rencontre avec le Révérend Jaime Wright en août 1979. Ils se trouvaient tous deux à l'archevêché de São Paulo, à l'occasion d'une des innombrables réunions qu'ils avaient tenues dans les années de la répression, quand le cardinal a fait état de ses préoccupations.

“J'ai dit au Révérend que c'était dommage pour toutes mes notes et celles d'autres personnes, qui allaient être considérées comme des notes marquées d'une certaine idéologie et donc refusées comme non objectives”, explique le cardinal, en ajoutant : *“C'est alors que nous est venue à tous deux l'idée de mettre à profit les dépositions des prisonniers devant la justice militaire, étant donné que nous avons assisté à certains procès”.*

Même avec ses archives personnelles de centaines de fiches contenant les faits principaux avec les noms des personnes impliquées, ainsi que les épisodes les plus dramatiques, Mgr Arns a estimé que c'était plus important pour le projet de disposer de *“dépositions objectives”*. Actuellement, pressé de publier ses fiches, le cardinal s'y refuse, en disant : *“Le livre Brésil, plus jamais ça est la mémoire la plus objective dont nous disposons. Après la concrétisation du projet, j'ai estimé que ma mémoire y était tout entière contenue”.*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441